

Unité précieuse et dépassement impérieux



Dans un courrier adressé aux adhérents du Parti socialiste le 27 mai, le Premier secrétaire est très clair : « *La course de vitesse est engagée : le FN sera, à l'Assemblée nationale, l'opposition au parti qui aura gagné l'élection présidentielle* ». Jean-Christophe Cambadélis rappelle avoir appelé à l' « *éthique de responsabilité dans une période de radicalisation de tout poil* » devant le groupe Parlementaire à l'Assemblée et au Bureau national du PS. Ainsi, l'unité est qualifiée de « *précieuse* » et le dépassement d' « *impérieux* ».

Le dépassement du Parti ne signifie pas sa disparition. Le dépassement du Parti socialiste implique sa capacité, à travers La Belle Alliance populaire à fédérer syndicalistes, associatifs, citoyens et responsables politiques. Le Parti socialiste est un acteur de la Belle Alliance populaire « *cette nouvelle convergence* » des forces progressistes et écologistes.

Cette initiative qui monte en puissance est, en outre, conciliable avec la défense de l'action des socialistes au pouvoir. Ainsi, être offensif sur nos valeurs, être défensif sur notre bilan et être en déploiement sur notre méthode constituent un triptyque d'attitudes qui peut poser la base de la présence de la gauche au second tour de l'élection présidentielle.

« *C'est la République qui est en jeu, pose le Premier secrétaire. Il ne faut pas laisser la droite et l'extrême droite face-à-face car elles termineront côte-à-côte.* »

LE CHIFFRE / DE LA SEMAINE

+0,6%

La croissance du Produit intérieur brut (PIB) a été revue à la hausse par l'Insee ce 30 mai. D'abord de 0,5%, ses estimations pour le premier semestre 2016 montrent finalement une accélération plus soutenue de la consommation des ménages. Avec la baisse du chômage encore constatée en avril, un autre indicateur soutient les réformes engagées depuis 2012.



© D.R.

En ce mois de juin, le pouvoir turc se prépare à soumettre au Parlement une révision de la Constitution. L'objectif est de transformer le régime en système présidentiel prééminent. En outre, ce projet de réforme fait suite au projet de loi adopté le 20 mai au Parlement qui permet de lever l'immunité des députés visés par des procédures judiciaires. En effet, 138 parlementaires sont visés au total, pour la plupart des élus du Parti de la démocratie des peuples (HDP, gauche prokurde, membre du PSE), accusés de collusion avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) en guerre contre Ankara depuis juillet 2015.

TURQUIE MINI-RÉVISION AUX GRANDES CONSÉQUENCES

Dans la nouvelle « mini-révision » envisagée, le Président Recep Tayyip Erdoğan bénéficierait du droit de devenir légalement partisan alors que la Constitution turque place le Président au dessus des partis. Ainsi, le Président compte augmenter d'un côté la majorité parlementaire et d'une autre côté de lui faire adopter un régime présidentiel fort. Pourtant son ambition de régime présidentiel fort connaît quelques obstacles. Mais, afin de profiter de sa côte de popularité, Recep Tayyip Erdoğan compte passer les deux réformes par la voie d'un référendum unique. Pour modifier la Constitution et élargir son fauteuil présidentiel, il n'a pas le choix. En effet, son parti détient 317 sièges sur 550. La barre des deux tiers étant de 367, il ne peut donc faire adopter une réforme de la Constitution par voix Parlementaire. En revanche, seules 330 voix sont nécessaires au Parlement pour convoquer

le référendum constitutionnel. L'opposition qui accuse M. Erdoğan de vouloir marcher vers le pouvoir absolu, voire une « dictature », s'est déclarée opposée à ce

« LE RÉGIME D'UN PAYS NE PEUT ÊTRE
SACRIFIÉ AUX AMBITIONS
D'UN SEUL HOMME. »

LEVENT GÖK

que le chef de l'État puisse reprendre ses liens avec l'AKP. « Nous y sommes opposés comme nous sommes opposés à une présidentialisation du système. Le régime d'un pays ne peut être sacrifié aux ambitions d'un seul homme », a lancé Levent Gök, du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate, membre du PSE) à l'AFP le 27 mai dernier.

Par Pierre Kanuty

L'ÉDUCATION CONTINUELLE AU CŒUR DU PROJET SOCIALISTE

Après le Cahier de la Présidentielle « *Entreprendre, travailler, s'accomplir* » publié en avril, le Parti socialiste vient de présenter devant la presse le second volet « *Apprendre, pour s'émanciper* » le 31 mai.

Pour Jean Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti socialiste : « Ce cahier consacre la liberté de choix et de raisonnement dans notre société. » En faisant converger éducation et culture, le Cahier n°2 propose notamment que chaque enfant puisse avoir la maîtrise d'une expression artistique à la fin de sa formation. « *Le combat historique des socialistes pour l'éducation continue*, explique Guillaume Bachelay, secrétaire national chargé de l'Animation, l'Expression et la Coordination des pôles, se traduit dans un document qui ambitionne de soutenir les apprentissages et l'émancipation tout au long de la vie. » Dans sa première partie « *Refonder pour transmettre* », le constat est posé. « *La droite a fragilisé le modèle républicain car elle*



© Mathieu Delmeestre

considère l'éducation comme un marché. Nous estimons qu'il s'agit d'un investissement » souligne Yannick Trigance, Secrétaire national adjoint à l'éducation et aux lycées professionnels.

« L'ÉDUCATION
EST UN INVESTISSEMENT. »

Patrick Bloche, Conseiller spécial Politique auprès du Premier secrétaire, a, pour sa part insisté, sur « *le besoin d'ouvrir tous les horizons par un droit à la mobilité au voyage des jeunes de notre pays.* » Mixité, décrochage, lutte contre les discriminations et proximité ont été les mots clés d'une réflexion menée avec différents acteurs de l'éducation, de la formation et aussi de la culture.

« *La co-formation et la co-éducation, a présenté Colombe Brossel, Secrétaire nationale à l'Éducation et à la formation, nous permet d'aboutir sur la reconnaissance de l'engagement dans un parcours professionnel. C'est cela notre projet aujourd'hui.* » Rappelons que l'éducation est redevenu le premier budget de l'État depuis 2012.

Le prochain cahier sera consacré en juin à « *Donner une force à l'Europe, donner un sens au monde* » au moment même où les Anglais vont décider de leur propre avenir européen.

Le Cahier de la Présidentielle n°2 est accessible sur le site du parti.

<http://www.parti-socialiste.fr/presentation-second-cahier-de-presidentielle-apprendre-semanciper/>

Par Christophe Disc

DÉJÀ 23 FICHES DE LA RÉUSSITE

Le Parti socialiste publie ces fiches afin que chacun puisse mesurer les réformes du quinquennat. Engagées depuis 2012, les réformes portent aujourd'hui leurs fruits. 23 fiches sont déjà en ligne. Chaque jour, il est possible d'en retrouver de nouvelles sur le site du Parti socialiste.

Twitez-les avec #1jour1reussite

QUAND LE FN

JOUE LA CARTE DU RÉVISIONNISME

80 ans du Front populaire obligent, rappelons ce que fut l'attitude de l'extrême droite, le courant dont l'héritier aujourd'hui est le Front national même si les dirigeants actuels croient qu'amnésie vaut amnistie. L'extrême droite a été toujours l'ennemie de la gauche. Entre elle et nous, il y a l'Histoire de ces combats politiques mais aussi physiques. Et ces morts. Le Front national a beau avoir tenté le lifting idéologique, tôt ou tard les coutures lâchent.

Le Front populaire est aussi né de la prise de conscience de l'unité de la gauche face au fascisme, surtout après le 6 février 34. La dernière manœuvre en date du FN est la récupération de Jean Moulin et Pierre Mendès-France par les étudiants frontistes de Science Po Paris après Léon Blum. Décidément, après l'accueil fait à Alain de Benoist, ça commence à faire beaucoup !

C'est qu'ils ne connaissent pas ce que disait le fondateur du Front national, alors jeune député poujadiste : « Monsieur Mendès France vous cristallisez sur votre personnage un certain nombre de répulsions patriotiques, presque physiques. » C'était il y a 60 ans.

« DANS LA VIE DE MENDÈS FRANCE, LA LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE FUT UN ÉLÉMENT FONDATEUR. »

Dès 1924, Mendès France participe à la fondation de la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste (LAURS) autour d'étudiants de gauche qui font le coup de poing contre les étudiants de l'Action française. À cette époque, l'extrême droite française, vomissant sur la gauche et ouvertement antisémite s'en prend à Léon Blum, à la Chambre, dans la presse et dans la rue.

On aurait pu imaginer qu'après l'horreur de la Shoah, l'antisémitisme de plume ou de tribune s'éteigne. Eh bien non.



Mendès France comme Blum, fut un survivant. Le premier fut résistant, le second fut jugé par un tribunal vichyste en 1943 puis déporté à Buchenwald.

Blum, l'antidreyfusard, est une cible de choix. Socialiste et juif, il incarne tout ce qu'haïssent les fascistes. Agressé physiquement le 13 février 1936, il est insulté par les députés de droite et d'extrême droite à la Chambre des députés, comme dans la presse par Maurras en mai 36 : « C'est en tant que juif qu'il faut voir, concevoir, entendre, combattre et abattre le Blum. Je me hâte d'ajouter qu'il ne faudra abattre physiquement Blum que le jour où sa politique nous aura amené la guerre impie qu'il rêve contre nos compagnons d'armes italiens. Ce jour-là, il est vrai, il ne faudra pas le manquer. » L'historien Pierre Gaxotte écrit en 1938 : « Blum incarne tout ce qui nous révulse le sang et nous donne la chair de poule. Il est le mal, il est la mort. » Xavier Vallat, député de l'extrême droite, déclare : « pour gouverner cette nation paysanne qu'est la France, il vaut mieux avoir quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol, qu'un talmudiste subtil »...

Récemment, le Front national a fait des affiches à l'effigie de Jean Jaurès et, provocation absolue, de Roger Salengro. Ce dernier, figure du socialisme nordiste dans les années 30 et ministre de l'Intérieur du gouvernement de Front populaire porte les lois sur la dissolution des ligues, une nécessité de salut public après les émeutes du 6 février 1934.

En réaction, l'extrême droite et une partie de la droite mènent une odieuse campagne. Allant jusqu'à souiller la tombe

de sa femme, l'accuser d'avoir déserté pendant la Guerre, suggérer qu'il est ivrogne et homosexuel. Malgré sa combattivité, Roger Salengro craque et se suicide.

« LE FRONT NATIONAL NE PEUT SE RÉCLAMER D'AUCUNE FIGURE RÉPUBLICAINE. »

N'ayant aucuns grands anciens fréquentables, le FN usurpe ceux des partis républicains. Les siens haïssaient la démocratie et la République, faisaient allégeance au nazisme, ou soutenaient les dictatures fascistes d'Europe et d'Amérique latine. On nous rétorquera : « ce n'est pas le FN d'aujourd'hui », mais connaître l'Histoire de nos ennemis c'est mieux comprendre ce que cachent les mots doux qu'ils murmurent à l'oreille de nos concitoyens.

Le Front national n'assume ni ne dénonce sa propre histoire. Il n'est que dans le révisionnisme et la négation de sa propre filiation idéologique et intellectuelle. Les références idéologiques de l'extrême droite, malgré toutes les tentatives de ripolinage, demeure à l'opposées de la démocratie et du souci de l'Autre. Une raison, si ce n'est LA raison de les combattre sans cesse.

PRÉSIDENT DE L'EGAM (MOUVEMENT ANTIRACISTE EUROPÉEN)

“ IL EST TEMPS DE STRUCTURER UNE IDÉOLOGIE QUI PORTE LA CONSTRUCTION D'UNE IDENTITÉ EUROPÉENNE COLLECTIVE ”

Le Mouvement antiraciste européen (EGAM : European Grassroots Antiracist Movement) vient de publier une tribune signée par 183 personnalités de la société civile et du monde de la culture contre la banalisation du discours révisionniste au sein du gouvernement croate. Son président nous explique les fondements de l'action de cette fédération d'ONG.



© Mathieu Delmestre

Qu'est ce que l'EGAM ?

Créée en 2010, le Mouvement antiraciste européen est une fédération d'ONG présentes dans plus de 30 pays européens. Nous luttons contre le racisme, l'antisémitisme, le négationnisme et toutes autres formes de discriminations au service des droits de l'Homme. Nous menons des actions sur le terrain et effectuons un travail de plaidoyer auprès des intellectuels et des politiques afin de sensibiliser aux enjeux de l'installation d'une idéologie qui veut réécrire l'Histoire. Actuellement, nous structurons un réseau de parlementaires provenant d'une vingtaine de parlements nationaux.

Vous dénoncez le révisionnisme au sein du Gouvernement Croate, est-ce un phénomène européen ?

La Croatie est emblématique de ce phénomène. Son gouvernement compte des ministres idéologues du révisionnisme. Ce qui s'y passe est ce qui a échoué en Autriche. Il y a une tentative de remise en avant du mouvement des Oustachis, qui, je le rappelle, avait collaboré dès 1940 avec le nazisme et perpétré un génocide

envers les juifs, les roms, les serbes... Ce qui se passe dans cet état de l'Union européenne est moins médiatisé que l'élection autrichienne, peut-être par un manque de poids de ce pays dans l'UE. Pourtant, le phénomène est bien européen et dépasse les frontières de l'ancien bloc de l'Est.

Justement, comment expliquez-vous cela ?

La crise économique s'accompagne souvent de la montée des nationalismes. Mais mêmes les pays qui ne sont pas en crise subissent ce phénomène et je pense ici à la Suisse ou à la Norvège. Plus profondément, le nationalisme propose une grille de lecture du monde, une aventure internationale, et met des mots sur la crise européenne. La place de l'Europe dans le monde, actuellement en déclin par rapport à celle qui a été la sienne depuis la fin du 19^e siècle, constitue un terreau propice. La peur du déclin se répand d'autant qu'il n'y a pas d'action collective européenne de la part des démocrates. Il n'y a plus de grande aventure internationaliste. Nous montrons avec l'EGAM pourquoi et comment vivre ensemble en Europe. Il est temps de structurer une idéologie qui regarde objectivement ce que ne sera plus l'Europe et surtout ce qu'elle peut apporter dans la construction d'une identité collective.

« C'EST AUX NATIONS DE REFUSER
LE NATIONALISME ET AUX PEUPLES
DE REFUSER LES POPULISMES. »

Que proposez-vous pour endiguer ce phénomène ?

Parmi les pistes de réflexion, nous prônons la mise en place d'un Erasmus universel. C'est-à-dire proposer dès la primaire des échanges entre pays euro-

péens afin que chaque enfant puisse expérimenter l'intégration institutionnelle et la circulation dans l'espace européen. Nous devons soutenir une nouvelle identité européenne comme le défendait Husserl en 1935 dans un contexte différent du nôtre qui lui fait écho. Sachant qu'aujourd'hui s'ajoute le négationnisme des crimes perpétrés. L'enjeu de cette construction politique doit nous imposer de revoir notre capital de valeurs et de mettre en dynamique nos démocraties.

Dans démocratie, il y a liberté d'expression. Or, une certaine expression devient pourtant anti-démocratique ?

L'expression du négationnisme est une composante d'une idéologie qui vise la réécriture. Donc, si nos démocraties « autorisent » cette expression, elles doivent surtout s'activer sur l'expression de ce qui fait histoire commune au niveau européen. C'est bien en cela que l'EGAM milite jour après jour. La démocratie n'est pas un acquis. La nature des régimes politiques et des valeurs sur lesquelles sont fondées nos sociétés sont en jeu. C'est aux nations de refuser le nationalisme et aux peuples de refuser les populismes. Nous sommes dans une situation de perte de prééminence de l'idée européenne pourtant basée sur la paix. Le problème reste que nationalisme, négationnisme, antisémitisme et atteintes finalement aux droits de l'Homme apparaissent dans une certaine cohérence. Ce qui nous manque c'est la cohésion de ceux qui peuvent faire un diagnostic et proposer des valeurs communes. Construisons une identité collective en Europe sur un projet de vivre ensemble dans la liberté, la démocratie et la solidarité. Le réservoir existe, il manque la synergie des politiques et de la société civile. Même si les perspectives ne sont pas bonnes, il y a un espoir.

ALLER PLUS LOIN :
Le site de l'EGAM
<http://www.egam.eu/>